

Jean-Michel Blanquer : « La majorité des écoles rouvrira partout sur le territoire »



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Le ministre de l'Éducation nationale expose au *Figaro* son plan de retour à l'école après le 11 mai. Ses maîtres-mots sont la progressivité et l'adaptation locale. « La scolarisation est un enjeu fondamental, dans le respect des règles sanitaires, explique Jean-Michel Blanquer. Je ne choisis pas la facilité mais je sais que c'est une question d'honneur. » **PAGE 2**



L'ÉVÉNEMENT

« Nous sommes en train d'inventer un système »

Le ministre de l'Éducation nationale explique au « Figaro » son plan de déconfinement scolaire, à partir du 11 mai.

PROPOS RECUEILLIS PAR

**CAROLINE BEYER, MARIE-ESTELLE PECH
ET MARCELO WESFREID**

JEUX de ballons et de contacts proscrits, aération et nettoyage réguliers des salles, lavage des mains, récréations échelonnées... Dans un protocole publié vendredi, l'Éducation nationale fixe le cadre général de la reprise de l'école, le 11 mai. S'il ne peut être respecté, l'établissement ne rouvrira pas, précise Jean-Michel Blanquer, qui insiste sur la progressivité et les adaptations locales. Le ministre réfute toute « divergence » au sein de l'exécutif sur le sujet de l'école.

LE FIGARO. - Pourquoi rouvrir les écoles primaires partout sur le territoire alors que les collèges ne rouvriront que dans les zones vertes ? Est-ce un choix sanitaire ou économique ?

Jean-Michel BLANQUER. - Depuis le début, nous disons que le déconfinement sera progressif. La décision a donc été prise d'étaler la rentrée pour le primaire et le secondaire. Nous devons avoir beaucoup de souplesse, au regard des réalités territoriales et des différents âges de l'enfant. Avec une priorité clairement affichée pour l'école primaire. Le premier des objectifs que nous avons, en crise et hors crise, c'est la réussite de l'école primaire qui permet un bon dé-

part dans la vie, avec des savoirs fondamentaux consolidés. Nous sommes attentifs à ce qu'il n'y ait pas de décrochage scolaire, notamment dans les zones défavorisées. Cela repose aussi sur une considération sanitaire. Les dernières études médicales démontrent que les enfants ont une faible contagiosité à l'âge de l'école primaire. De plus en plus d'autorités scientifiques, comme récemment les sociétés pédiatriques françaises, vont dans ce sens d'une réouverture des écoles. Par ailleurs, je ne pense pas qu'il faille opposer l'objectif social et l'objectif économique. S'il n'y a pas de renouveau économique, il va y avoir d'énormes problèmes sociaux.

Comprenez-vous les inquiétudes des familles, dont certaines préfèrent attendre septembre, comme le recommande le Conseil scientifique ?

Elles sont normales. Je peux les comprendre. Nous proposons donc un protocole sanitaire très strict pour rouvrir les écoles. Je suis le premier à vouloir garantir la sécurité et la santé de tous. Il faut sur tous les sujets raisonner a contrario : veut-on que les enfants soient confinés jusqu'à la découverte d'un vaccin ? C'est inimaginable ! On doit apprendre à vivre avec le virus et adapter notre modèle d'organisation. Nous sommes en train d'inventer un système. Certaines familles pourront choisir l'enseignement uniquement à domicile. L'instruction, elle, reste obligatoire. Nous sommes très



attentifs à ce que chaque élève soit en lien avec le système scolaire, avec un suivi personnalisé.

Jean-Luc Mélenchon a qualifié cette responsabilité, pour les parents, d'envoyer ou non leurs enfants à l'école, « d'injonction odieuse ».

Jean-Luc Mélenchon n'est pas à une contradiction près. Si nous avons imposé un retour à tous, il aurait affirmé l'inverse. Il fait partie de ceux qui ont choisi de faire de la rhétorique politique dans ces circonstances exceptionnelles. C'est son choix, pas le mien.

Le protocole sanitaire, très contraignant, doit-il être intégralement appliqué par les écoles ? Il n'y aura aucune marge de manœuvre ?

Il a été travaillé dans la lignée de ce qui a été demandé par le Conseil scientifique et il a été validé par le ministère de la Santé. Quand il ne sera pas respecté, l'école ne rouvrira pas. C'est une garantie que nous devons aux personnels, enseignants et élèves.

Combien d'écoles et collèges pourront rouvrir selon vous ?

Nous savons que les CP et CE1 en REP et REP+, soit 300 000 enfants, vont pouvoir rouvrir très vite, car les classes sont de douze élèves. Nous avons aussi de petites classes de moins de 15 élèves en milieu rural qui comptent 60 000 enfants. On a prévu beaucoup de souplesse locale pour que chaque école puisse régler son flux d'élèves en fonction des réalités locales. Je pense que la majorité des écoles rouvrira partout sur le territoire ainsi que la majorité des collèges en zone verte.

Qui seront les enseignants présents ?

Ceux qui n'ont pas un problème de santé ou qui n'ont pas un membre de leur famille avec une fragilité au regard du Covid-19. Nous ferons un travail pour que les professeurs qui restent chez eux prennent en charge les enfants qui restent à la maison.

Le stock de masques sera-t-il suffisant le 11 mai pour les professeurs ?

Oui. Nous avons acheté les millions de masques nécessaires. Ils seront là à par-

tir du 11 mai dans toutes les écoles pour les professeurs et les personnels, et les enfants si nécessaire. C'est une condition sine qua non du protocole sanitaire pour la réouverture.

Selon un sondage paru le 29 avril, les trois quarts des Français ne croient pas à la sécurisation des écoles. Comment expliquez-vous cette défiance ?

Il est normal que le sujet de l'école soit celui qui suscite le plus grand nombre de questionnements. On parle des enfants et de santé - sujets fondamentaux par excellence. Dans le monde, la majorité des pays entrent dans le déconfinement avant septembre. Dans toutes les sociétés, les mêmes questions se posent. On doit éviter l'effondrement complet des individus et de la société, les phénomènes psychologiques graves. Dans tout ce que l'on peut faire, il y a une part d'avantages et de difficultés.

En mars, vous aviez annoncé qu'on n'irait pas vers un confinement des écoles. Cela n'a pas été le cas.

Puis, les annonces du premier ministre sur l'école n'ont pas tout à fait recoupé ce que vous aviez expliqué devant l'Assemblée.

Reconnaissez-vous des couacs ?

C'est beaucoup plus les commentaires de la décision que la décision elle-même qui portent à confusion. Tous les gouvernements du monde face au Covid-19 ont à prendre des décisions en situation d'incertitude et doivent donc évoluer en fonction de la situation. C'est vrai que le fait de fermer toutes les écoles d'un seul coup a finalement été décidé parce que le Conseil scientifique l'a prôné du jour au lendemain alors que c'était la doctrine des « clusters » qui prévalait. Je nous avais préparés à fermer dans des régions entières, donc toutes les académies avaient commencé à se préparer. Pour le reste, j'avais indiqué que le scénario que je privilégiais était celui d'un déconfinement début mai. Si vous écoutez mon intervention de deux heures et demie devant l'Assemblée nationale, vous verrez que je le présente bien comme une série d'hypothèses faites pour évoluer. On retrouve l'essentiel dans le plan du premier ministre, que nous avons travaillé ensemble pour la partie scolaire.



Justement, après le Royaume-Uni, l'hôpital Necker, à Paris, a alerté sur le cas d'enfants malades du Covid-19 et présentant des symptômes inflammatoires graves...

Cette situation extrêmement récente est en cours d'analyse par les pédiatres notamment pour établir le lien avec le Covid-19. Nous sommes très attentifs. C'est typiquement le genre de sujet qui pourrait nous amener à réviser notre montée en puissance. Tout peut être toujours remis en cause. C'est cela s'adapter à une situation, dans une société où le virus continue à circuler. C'est accepter d'être souple pour avancer, mais parfois aussi de s'adapter avec humilité devant le réel.

La rentrée du 11 mai, avec une école qui fonctionne différemment, préfigure-t-elle celle que les Français connaîtront en septembre ?

La rentrée de septembre sera forcément différente de celles que nous avons connues par le passé. On a deux scénarios. Soit le virus n'est plus là et l'on tirera les conséquences de ce qui s'est passé, avec parfois des acquis, sur le progrès des usages numériques, les parcours plus personnalisés et la nécessité de renforcer les élèves qui ont pris du retard. Soit le virus est encore là et nous devons continuer à travailler de manière particulière. Je suis certain, d'ailleurs, que dans la période mai-juin, on va avoir dans certains endroits de très bonnes pratiques.

Vous ne pensez pas que l'école va ressembler à une grande garderie ?

Pas du tout, c'est d'ailleurs pour cela que nous avons conçu une rentrée par niveau. Je suis déjà sûr que dans beaucoup d'endroits, malheureusement pas tous, certains arriveront à avoir la bonne combinaison de ces quatre temps de l'élève que nous avons définis : travail en petit groupe, enseignement à distance, temps d'étude et ces activités sport-santé-culture-civisme. 80 % des Français sont favorables à ce qu'il y ait à l'école plus de pratiques culturelles et sportives l'après-midi.

De nombreuses divergences

ont affleuré, ces derniers temps, entre le chef de l'État et le premier ministre. Que révèlent ces tensions ?

Cela révèle surtout le poids que prennent, dans le débat public, les commentaires par rapport à l'action. Car on pourrait faire une autre lecture des dernières semaines, en soulignant le travail intensif de l'exécutif pour répondre à l'urgence, par exemple, sur le travail, l'économie, l'éducation. Nous sommes toujours enclins à nous autoflageller, à faire de l'exécutif une cible assez facile, à se comparer avec l'Allemagne par exemple. Or, en matière de décrochage scolaire, d'après les premiers éléments qui remontent, la France - qui en compte 4 % - a fait mieux que ses voisins.

Avec son système fédéral, l'Allemagne a pourtant su se montrer plus souple. Ne faudrait-il pas décentraliser davantage, comme vous le demandent d'ailleurs de nombreux présidents de région ? Est-ce une piste pour « la France d'après » ?

Dans cette « France d'après », il faudra une République unie et forte et beaucoup de souplesse locale. On a besoin de renforcer à la fois la souveraineté nationale et le pouvoir local. C'est pourquoi j'ai un dialogue très constructif avec les associations d'élus. Pour décider d'éléments pratiques, on a besoin de représentants locaux de l'État, comme le directeur d'école ou l'inspecteur de l'Éducation nationale, mais aussi du maire. On a une dialectique à repenser entre l'impératif de force à l'échelle nationale et d'initiative à l'échelle locale.

Le gouvernement fait face à une floraison de plaintes, qui pourraient amener des ministres devant la Cour de justice de la République. Comment vivez-vous ?

Ce sujet existe. Mais je trouverais très bas de m'y attacher et j'ai toujours combattu l'idée très dangereuse pour la démocratie que la responsabilité judiciaire se substitue à la responsabilité politique. Je me dédie à ma mission. Ce serait beaucoup plus simple pour moi et plus facile de prendre toujours les solutions les plus dégradées par rapport à la scolarisation des élèves. Je pourrais plaider pour qu'on attende la rentrée de septembre ou jusqu'à la découverte d'un vaccin, mais je ne serais pas à la hauteur de la fonction. La

scolarisation est un enjeu fondamental, dans le respect des règles sanitaires. Je ne choisis pas la facilité, mais je sais que c'est une question d'honneur. Le droit doit être du côté de l'honneur. ■



Jean-Michel Blanquer : « La décision a donc été prise d'étaler la rentrée pour le primaire et le secondaire. Nous devons avoir beaucoup de souplesse, au regard des réalités territoriales et des différents âges de l'enfant. » FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO